

PLATE-FORME SYNDICALE DE LA GRANDE REGION

CFDT– CFTC – CGT – OGBL/FNCTTFEL – CSC – DGB – FGTB – FO – LCGB

Non à l'austerité pour tous !

Oui à l'emploi et à la croissance !

Après la manifestation du 29 septembre à Bruxelles, la Confédération européenne des syndicats (CES) a lancé un appel pour une deuxième journée d'action le 15 décembre 2010.

La plateforme syndicale, regroupant 10 syndicats de la Grande Région, a décidé de donner suite à cet appel en organisant un rassemblement à la place Clairefontaine à Luxembourg-ville pour s'adresser directement au Président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

Dans le cadre des discussions autour de la gouvernance économique européenne, la Commission européenne prévoit non seulement de renforcer le Pacte de stabilité (« critères de Maastricht ») en imposant une procédure de « déficit excessif » aux Etats membres qui affichent une dette publique de plus de 60% du PIB, même si leur déficit budgétaire reste en-dessous de la limite des 3% actuellement demandée, elle vise également à introduire une nouvelle procédure en cas de « déséquilibres macroéconomiques excessifs ». Ceci inclurait le coût de la main-d'œuvre, du régime des pensions et de la sécurité sociale et donnerait le pouvoir à la Commission et aux ministres des finances européens d'intervenir directement dans des domaines qui ne sont pas de leurs compétences (conventions collectives, protection contre le licenciement, services publics...).

Les propositions de la Commission reviennent en fait à faire payer aux salariées et salariés l'entièreté des coûts de la crise. Vu que l'euro ne permet plus de dévaluations de la monnaie au niveau national pour rester « compétitif », ce serait aux salaires de reprendre ce rôle : l'objectif serait de réduire les coûts salariaux pour augmenter la compétitivité.

Outre ce caractère de régression sociale, le processus dit du « semestre européen » - contrôle au préalable des projets de budget nationaux par la Commission – pose de graves problèmes de démocratie, puisque les parlements perdront leur pleine compétence de décision par rapport au vote du budget et ne pourront s'exprimer que dans un cadre prédéterminé.

La Plateforme syndicale de la Grande Région souligne son opposition à une telle politique d'attaque coordonnée aux acquis sociaux et d'austérité généralisée.

La Plateforme soutient les revendications de la Confédération européenne des syndicats pour une

- véritable coordination des politiques économiques et sociales nationales pour fournir aux Etats membres les instruments pour combattre les conséquences de la crise et pour assurer le bien-être et la prospérité de leurs populations.
- pour une fiscalité européenne, notamment par l'introduction d'une taxe européenne sur les transactions financières.
- pour un renforcement d'une situation sociale équitable pour tout le monde qui s'attaque à la concurrence déloyale au sein du marché interne, aux situations de travail précaire et à la politique de dumping salarial.